

<http://helene.lipietz.net/spip.php?article121>



Réponses à Attac

- Archives - Les campagnes électorales - Législatives 2007 : la campagne - Réponses aux syndicats, associations et autres -



Date de mise en ligne : vendredi 8 juin 2007

Copyright © Hélène Lipietz - Tous droits r eserv es

Voici ma réponse au formulaire d'[Attac](#) (en gras, les questions)

Face aux menaces de l'Europe libérale, Attac demande 5 engagements publics aux candidats aux législatives

Madame, Monsieur,

Vous êtes candidate (candidat) aux prochaines élections législatives. Si vous êtes élu (e), il vous appartiendra de voter la loi. Or une bonne partie des textes sur lesquels vous serez amenés à vous prononcer ne seront pas d'origine gouvernementale ou parlementaire, mais simplement la transposition en droit français de décisions déjà prises au niveau européen par les ministres des Etats membres de l'Union européenne, parfois en codécision avec le Parlement européen.

Ce sera en particulier le cas pour les mesures qui remettent gravement en cause nos services publics, notamment celles contenues dans la prochaine directive postale et dans la directive Services (ex Bolkestein).

En 2005, le débat sur le traité constitutionnel a montré l'extrême sensibilité des électeurs aux questions européennes et leur volonté de ne laisser personne décider à leur place sur les orientations à donner à la construction européenne. Vous connaissez par ailleurs l'attachement de nos concitoyens aux services publics. C'est pourquoi, afin de permettre à vos électrices et à vos électeurs de se prononcer en connaissance de cause, nous vous serions reconnaissants de bien vouloir répondre par courrier aux cinq questions suivantes :

1.- Vous engagez-vous à exiger, dès l'installation de la nouvelle Assemblée nationale, un débat sur la politique européenne du gouvernement ?

OUI, l'Europe, facteur de Paix (60 ans déjà) et moteur dans l'écologisation de nos politiques françaises doit retrouver auprès des Français-Françaises sa légitimité.

2.- Vous engagez-vous à voter une résolution demandant au Président de la République la tenue d'un référendum sur quelque nouveau traité européen que ce soit ?

OUI Si le référendum est européen, en même temps dans tous les pays pour qu'émerge enfin une conscience politique européenne.

3.- Vous engagez-vous à demander au nouveau gouvernement de refuser de siéger dans toutes les réunions européennes où seront discutées de nouvelles mesures de libéralisation ? Dans plusieurs de ses interventions, M. Nicolas Sarkozy a d'ailleurs déclaré qu'il n'hésiterait pas à invoquer le « compromis de Luxembourg », c'est-à-dire à exiger l'unanimité (donc l'accord de la France) pour des mesures qui affecteraient des intérêts français très importants, ce qui est le cas pour la préservation de nos services publics.

Ce « compromis » avait été obtenu par le général de Gaulle le 30 janvier 1966 pour le financement de la politique agricole commune, à l'issue de plus de six mois de politique de la « chaise vide »

Oui sans problème, l'Europe doit être un modèle d'un autre développement et non singer, mal d'ailleurs, les Etats-Unis.

4.- Vous engagez-vous à vous opposer, le moment venu, à la transposition de la nouvelle directive de « libéralisation » postale actuellement en discussion au Parlement européen ? L'application de cette directive entraînerait la fermeture de 6 à 7 000 bureaux de poste, en particulier dans les zones rurales, une profonde dégradation du service aux usagers et l'augmentation des tarifs.

Bien sûr d'autant que rien dans les accords de Rome, fondateurs de l'Europe ne permet cette dérive idiote.

5.- Vous engagez-vous à refuser l'application de la directive européenne sur la libéralisation du marché de l'électricité qui doit entrer en vigueur le 1er juillet prochain, et qui va se traduire par une augmentation des tarifs pour les usagers ?

C'est plus complexe : EDF est nucléaire comment faire pour qu'elle cesse cette politique suicidaire et polluante ?

Mon cabinet n'est plus à EDF depuis 1 an : nos ordinateurs ne sont plus nuclearisés !

[voir mon article](#)

Nous vous remercions par avance de nous faire connaître vos réponses, que nous diffuserons largement dans votre circonscription. Si vous ne donnez pas de suite à ce courrier, nous considérerons que ces réponses sont négatives.

Vous ne croyez pas que c'est du chantage ? surtout quand on est un petit candidat : j'ai passé ma journée d'hier à tracter et j'ai du boulot aujourd'hui au bureauâ€

Alors donner une journée pour répondre à votre questionnaire sous la menace d'être dénoncée comme un anti-ATTACâ€ c'est un peu dur :-)

Nous vous prions, Madame, Monsieur, de croire à l'assurance de nos sentiments respectueux.

Attac 77 sud